

La dette des pays en voie de développement

Allègement de la dette

1) Aucun chef d'état ne peut proposer des mesures d'annulation de dettes détenues par les institutions privées, c'est-à-dire plus 50% de la dette d'Amérique latine et de l'Asie du Sud Est.

2) les Chartes, tant du FMI que de la Banque Mondiale, stipulent qu'aucune dette ne peut jamais être annulée. Par exemple, un pays doit rembourser 52 Millions de dollars à la BM et au FMI. Ceux-ci décident de réduire ce montant de 20 Millions. Le pays remboursera 32 Millions au lieu de 52, mais ni le FMI, ni la BM ne renoncent à ces 20 Millions.

Dans un premier temps, le FMI et la BM créent un fonds fiduciaire alimenté par les pays membres du FMI et de la BM. Ces contributions sont placées sur les marchés financiers internationaux, et c'est le rendement de ces placements qui est utilisé pour rembourser les 20 Millions de dollars. L'argent ne sort pas du pays endetté, mais une somme équivalente entre dans les caisses du FMI et de la BM.

Dans un second temps, les pays endettés doivent compenser les réductions de dettes par des achats équivalents à la réduction en achats de produits occidentaux. Dans l'exemple choisi, il s'agit de 20 millions de dollars d'achats, ce qui assure les économies des pays membres du FMI et de la BM et le financement du Fonds fiduciaire

Sources : Groupe "Dette du Tiers Monde" d'Aix, au CAC d'Aix en Provence, 2001.

Ce travail a été réalisé à partir des cours des Universités d'été d'ATTAC, et des publications du CADTM

Innovation dans les pays en voie de développement à l'ère de la mondialisation

Avec les bouleversements et les changements rapides et radicaux de la réalité économique caractérisée par la mondialisation et ses différentes conséquences (libéralisation, abolition des frontières,...), les avantages acquis traditionnels (bas coûts de production et proximité des marchés...) ne constituent plus des acquis sur lesquels les Pays en Voie de Développement (PVD) peuvent compter pour se développer.

Face à ce contexte, les PVD doivent, désormais, chercher de nouvelles options ou voies à suivre pour diversifier leurs tissus économiques, gage de croissance et de développement. Ainsi, nombre d'alternatives se présentent, telles que le renforcement de la spécialisation primaire ou l'imitation pure et simple des technologies et des produits importés des Pays Développés. En effet, on peut considérer que les PVD se trouvent, grosso modo, face à trois alternatives pour assurer leur survie et pérennité dans le nouveau contexte économique mondial à savoir :

1 - Le renforcement de la spécialisation qui repose sur des avantages comparatifs acquis. Or, on constate de plus en plus l'hypothèque de la spécialisation primaire due à l'infériorité de ses produits de part, entre autres, la substitution des produits de synthèse aux produits naturels.

2 - L'imitation des technologies et des produits importés des P.D et même essayer de copier leur modèle de croissance et de développement basé sur la haute technologie. Or, ce choix est limité à deux niveaux. En effet, d'une part, les coûts d'imitation sont élevés puisqu'il y a protection industrielle (par brevets, licences et autres...) d'autant plus que les gains dus à cette imitation sont souvent volatiles vus les changements perpétuels des technologies et produits. D'autre part, les PVD se caractérisent notamment par la forte coexistence de secteur moderne et secteur traditionnel, des activités informelles, l'existence marginale des structures de R&D (Recherche et Développement) installées dans les entreprises... etc. Ces caractéristiques font que l'adoption du modèle "occidental" de croissance et de développement est une opération suicidaire pour les économies en développement.

3 – l'annulation réelle de la dette et un nouveau départ pour le Nord comme pour le Sud.

Sources : SEMINAIRE DOCTORAL DU GDRI EMMA, organisé par l'Université de Nice Sophia Antipolis, mars 2004

